



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Etablissements FABRE**

Le marchand de sable  
210 avenue du Haut-Lévêque  
33600 Pessac

Références : 26-329  
Code AIOT : 0005207192

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement Etablissements FABRE implanté Les Pins de Jarry 33610 Cestas. L'inspection a été annoncée le 20/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Etablissements FABRE
- Les Pins de Jarry 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005207192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°15 925 du 09/02/2006, la société FABRE a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables, d'une superficie exploitable de 19,7 ha.

Cette autorisation a été accordée pour une durée de 15 ans à compter de la date de notification de l'arrêté, et renouvelée pour une durée de 15 ans par arrêté du 22 octobre 2019.

Les conditions d'exploitation ont été modifiées deux fois par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 24/02/2006 et du 15/12/2015. Ce dernier arrêté prévoit d'accueillir des déchets inertes issus de travaux de terrassements pour le remblayage partiel du site et ainsi modifier les conditions de remise en état, de surveillance des eaux souterraines et le montant des garanties financières.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Profondeur de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 7.2	Demande d'action corrective	6 mois
12	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Périmètre de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14-1	Sans objet
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 5.3	Sans objet
6	Garanties financières	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R516-1	Sans objet
7	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
8	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Qualité plan d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 14.5.2.	Sans objet
10	Qualité eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3	Sans objet
11	Identification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet
13	Barrière visuelle et sonore	Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 5.6	Sans objet
14	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 4	Sans objet
15	Traitement primaire	Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 9.4	Sans objet
16	Voies d'accès	Arrêté Préfectoral du 24/02/2006, article 5.1	Sans objet
17	Broyage-concassage de déchets inertes	Code de l'environnement du 14/04/2026, article R. 511-9, Annexe (4)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se consacrer à une réflexion sur le phasage de son exploitation et sa capacité à achever l'extraction et la remise en état de l'ensemble de la surface autorisée d'ici à l'échéance de cette autorisation (2036), qui ne pourra être renouvelée qu'avec une nouvelle autorisation environnementale soumise à étude d'impact. Le retard accumulé lors des précédentes phases d'exploitation, qui se confirme les dernières années, associé à un défrichement historique de l'ensemble de la surface autorisée, maximise la surface et la durée du dérangement environnemental lié à l'exploitation.

La mise à jour annuelle d'un plan d'exploitation comportant l'ensemble des éléments réglementaires et sa mise en regard d'un plan de phasage actualisé est nécessaire et constituera un outil essentiel tant pour l'inspection que pour l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> </ul>

<p>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</p> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La veille de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel un plan d'exploitation. Le cartouche indique la date du 28 janvier 2022, mais des éléments récents (2025 et 2026) apparaissent sur le plan. L'exploitant indique utiliser un ancien fond de carte et rajouter le tracé des zones de découverte. L'exploitant indique que le dernier relevé topographique (compétence de géomètre interne à l'entreprise) date de fin 2025.</p> <p>L'inspection constate que le plan transmis est adapté à la zone actuellement en exploitation mais ne représente pas l'intégralité du site. Par extension, les abords du site dans un rayon de 50 m ne sont que partiellement représentés. Par ailleurs, le plan transmis n'indique aucune cote d'altitude (fond de fouille, points significatifs) et n'identifie pas les zones remises en état.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour, sous deux mois, son plan d'exploitation et d'y faire figurer l'ensemble des éléments requis réglementairement. Le plan mis à jour est transmis dans le même délai à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Profondeur de l'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plans</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La profondeur exploitée ne doit pas dépasser 12 mètres, pour une découverte de 1 mètre en moyenne.</p> <p>La profondeur d'exploitation est limitée à la cote minimale NGF de 52,8 m.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation ne présente aucune cote d'altitude, l'inspection ne peut donc pas évaluer la profondeur d'exploitation. Ce point ne pourra être éclairci qu'à la lecture du plan mis à jour par l'exploitant (voir point de contrôle précédent (n°2)).</p> <p>L'exploitant indique toutefois que le matériel utilisé (drague suceuse) ne permet pas d'atteindre une profondeur supérieure à 8 m par rapport au niveau du plan d'eau, situé à environ un mètre sous le terrain naturel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître les cotes de fond de fouille sur son plan d'exploitation afin de pouvoir apprécier le respect de la profondeur maximale d'exploitation. Le délai est associé à celui de la mise à jour du plan, soit deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 3 : Périmètre de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  AM 1994 - art.14.1 : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. AP 2006 - art.7 : La zone d'extraction se trouvera en retrait de 30 mètres par rapport au chemin rural de Jarry dans le secteur Est du site.
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation de la carrière consulté lors de l'inspection fait apparaître l'absence d'extraction dans la bande des 10 m, ainsi que dans la bande des 30 m depuis le chemin rural à l'Est.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.
<b>Constats :</b>  Sur place, l'inspection constate que de nombreuses bornes jalonnent le tour du site sur sa moitié Nord et correspondent aux localisations indiquées sur le plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plan de phasage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.</p> <p>Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les déclarations GERE depuis 2021, seulement environ 250 kt ont été extraites sur le site, au lieu des 509 kt prévues sur la même période dans le dossier de prolongation ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 prolongeant la durée d'autorisation de 15 ans.</p> <p>Par ailleurs, les photographies aériennes du site au cours du temps montrent que le rythme d'extraction ne semble pas permettre d'achever l'exploitation de l'ensemble de la surface d'ici à l'échéance de l'autorisation en 2036. Une production au maximum de l'arrêté d'autorisation (160 kt/an) serait nécessaire au cours des 10 prochaines années pour épuiser le gisement autorisé.</p> <p>Ainsi, la mise à jour du phasage d'exploitation doit faire l'objet d'une réflexion approfondie de la part de l'exploitant pour établir une stratégie de long terme aboutissant à une situation de terrain acceptable du point de vue environnemental et réglementaire à l'échéance de l'autorisation. Le cas échéant, la poursuite de l'exploitation du gisement après 2036 nécessitera une nouvelle autorisation environnementale soumise à étude d'impact, conformément à l'article L. 515-1 du code de l'environnement (limite de trente ans aux autorisations de carrières).</p> <p>Par ailleurs, l'actuel exploitant est tributaire d'un historique dans lequel le déboisement et le défrichage ont été réalisés sur l'intégralité des parcelles sans considération des besoins de l'exploitation. Le jour de la visite, l'inspection constate que le décapage, lui, est réalisé avec peu d'avance par rapport à l'exploitation et correspond bien aux besoins. La zone historiquement défrichée et éloignée de l'extraction actuelle est, d'après l'exploitant, entretenue annuellement par gyrobroyage, sans travail du sol. L'inspection y constate une végétation rase mais abondante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous six mois, une mise à jour de son plan de phasage jusqu'au terme de l'autorisation actuelle et, le cas échéant, une mise à jour des garanties financières ainsi que son positionnement vis-à-vis de l'achèvement de l'exploitation d'ici à 2036.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 6 : Garanties financières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R516-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R516-1 :</p>

<p>« Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : [...] »</p> <p>2° Les carrières ; [...] »</p> <p>Article R516-2.V :</p> <p>« Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant détient un acte de cautionnement daté du 17 février 2026 et valable jusqu'au 9 février 2031. Le montant correspond à celui prévu pour la phase 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019. Comme vu au point de contrôle précédent, une mise à jour du plan de phasage est attendue et sera susceptible de nécessiter une mise à jour du montant des garanties financières.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : GEREP

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration GEREP a été réalisée par l'exploitant avant l'échéance du 31 mars 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Portée de l'autorisation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 160 000 t.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La production pour l'année 2025 est inférieure à la limite imposée par l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Qualité plan d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 14.5.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux</p>



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du plan d'eau sera effectuée annuellement afin de vérifier les paramètres suivants : pH, température, MES, DCO, hydrocarbures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La veille de l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport d'analyse datant d'avril 2025. Les résultats n'appellent pas de remarque. L'exploitant indique être en attente du rapport suite aux derniers prélèvements réalisés le 26 mars 2026. L'inspection demande à être destinataire de ce rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Qualité eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un suivi piézométrique et qualitatif des eaux souterraines est fait annuellement en période de basses eaux à partir des 3 piézomètres répartis autour du site sur les paramètres prévus à l'article 14.5.2 [(pH, T, MES, DCO, HC)]. Ce suivi est complété par les paramètres métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, baryum, mercure, plomb, molybdène, zinc, sélénium).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La veille de l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport d'analyse datant d'avril 2025. Les résultats n'appellent pas de remarque. L'exploitant indique être en attente du rapport suite aux derniers prélèvements réalisés le 26 mars 2026. L'inspection demande à être destinataire de ce rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Identification**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection constate la présence d'un panneau affichant l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et la possibilité de consulter le dossier en mairie de</p>

Cestas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Sécurité du public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité du public
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection a constaté la mise en place d'un merlon sur le côté Est du site le long du chemin de Jarry ainsi qu'une barrière motorisée interdisant l'accès au site en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Sur le côté Ouest du site, une clôture est présente sur une partie du périmètre du site.</p> <p>L'inspection ne constate la présence d'aucune pancarte signalant le danger sur le périmètre du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de renforcer, sous deux mois, la sécurité du public en s'assurant du caractère opérationnel des clôtures et en plaçant des panneaux indiquant les dangers, notamment lié au plan d'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Barrière visuelle et sonore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paysage et bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un merlon d'environ 1,5 m de hauteur sera réalisé dès l'ouverture des travaux, en limite Est de la première phase d'extraction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection constate la présence d'un merlon d'environ 1,5 m de hauteur sur plusieurs centaines de mètres le long du chemin de Jarry à l'Est du site. Ce merlon est végétalisé par</p>

repousse spontanée d'herbes et arbres participant à la barrière sonore et visuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.</p> <p>La remise en état de la carrière doit comporter les mesures suivantes :</p> <p>Réalisation d'un plan d'eau d'une superficie d'environ 18 ha ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de berges simples à contour sinueux talutées avec des pentes douces plus ou moins régulières variant de 1/2 à 1/3 (18 à 25° par rapport à l'horizontal) ;</li> <li>• Création de berges avec des profils variés composés d'une succession de pentes moyennes à fortes et de replats avec un haut fond juste au-dessus des basses eaux ;</li> <li>• Création de berges présentant des dépressions de 1 à 1,5 m sous le terrain naturel prolongées par des îlots. Les berges de ces dépressions seront talutées à 30° ;</li> <li>• Création de rives simples en pente douce plus ou moins régulières de 1/3 à 1/10 (6 à 18° par rapport à l'horizontal) ;</li> <li>• Remblayage de deux secteurs constitués par les deux anses situées à l'Est du site ;</li> <li>• Des plantations en bosquets entre le plan d'eau et la limite de site, au moyen d'essences mixtes (pins maritimes et feuillus) ;</li> <li>• Des plantation d'arbres et d'arbustes en limite Nord.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La berge Nord et une partie de la berge Ouest (côté Nord) du site sont considérées comme remise en état par l'exploitant.</p> <p>Sur place, l'inspection constate qu'au Nord, la berge est rectiligne et talutée en pente douce avec peu de végétation. Au Nord-Ouest, la berge est talutée avec des pentes moyennes et moins régulières. Une végétation dense a repoussé spontanément. Des pins déjà âgés de plusieurs années sont présents.</p> <p>La première anse au Nord-Est du site est en cours de remblaiement, avec un rythme d'apport faible (5 à 15 kt/an).</p> <p>L'extraction et la remise en état sont trop peu avancées pour juger de la qualité de la remise en état. Les berges les plus éloignées de l'exploitation ont au moins partiellement été remises en état, justifiant d'une certaine coordination avec l'extraction. Une attention aux caractéristiques du plan de remise en état final doit être portée tout au long de l'exploitation. Les pentes sont, par exemple justifiées à l'aide d'un relevé topographique inclus dans le plan d'exploitation (voir constat 1).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Traitement primaire**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  9.4 L'eau nécessaire au fonctionnement de la drague suceuse sera pompée dans le plan d'eau résultant de l'extraction. Deux bassins de réception seront réalisés avec une capacité de 1200 m <sup>3</sup> (4 jours de production) chacun. Ces bassins fonctionneront de manière alternative et seront délimités par des merlons d'une hauteur de 2,5 m. 9.5 Après décantation dans les bassins de réception, l'eau est évacuée par surverse dans un bassin de décantation de 150 m <sup>3</sup> qui assurera la décantation des fines. L'eau est ensuite restituée au plan d'eau de manière gravitaire. 9.6 La reprise des matériaux décantés dans les bassins de réception est assurée par un chargeur. L'exploitant veillera à la bonne tenue des bassins pendant les opérations de reprises.
<b>Constats :</b>  Sur place, l'inspection constate que deux bassins, délimités par des merlons d'environ 2,5 m de hauteur, sont utilisés en alternance pour réceptionner le mélange eau/sable pompé par la drague. L'eau du mélange s'infiltré naturellement en direction du plan d'eau, ce qui ne correspond pas au point 9.5 de l'arrêté préfectoral. Ce point, initialement proposé par le premier pétitionnaire dans sa demande d'autorisation de 2005, vise à limiter la concentration en matières en suspension dans le plan d'eau par décantation des fines. Or la qualité des eaux superficielles est satisfaisante (voir point de contrôle associé) donc cette mesure ne s'avère pas nécessaire. Une fois l'eau infiltrée (après environ 24h d'après l'opérateur sur place), une "porte" est créée dans le merlon délimitant le bassin, et le sable est directement chargé dans les camions.  Toutefois, les bassins de réception ne sont pas compris dans le périmètre de l'autorisation initiale alors que leur emplacement était prévu tel que constaté lors de l'inspection. Le périmètre de l'autorisation accordée ne concerne en effet que le plan d'eau d'extraction, alors que les bassins de ressuyage, les stocks de matériaux et la base vie sont des installations connexes à l'extraction qui doivent être inclus dans le périmètre ICPE afin de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il est demandé à l'exploitant, dans le cadre de la mise à jour de son plan de phasage (voir point de contrôle associé), de préciser le périmètre réel de l'exploitation et la localisation des différentes activités connexes à la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Voies d'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2006, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voirie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entrée et la sortie des véhicules doivent se faire par l'accès à la RD 211. Les véhicules devront emprunter la nouvelle voie desservant la zone industrielle reliée à un rond point permettant l'accès. La portion de chemin situé entre l'accès à la RD 211 et l'entrée de la carrière fera l'objet de la mise

en place d'enrobés sur une largeur de 6 mètres afin que la circulation des camions s'effectue dans des conditions de sécurité satisfaisante et n'entraîne pas une détérioration de la chaussée.

**Constats :**

Pour accéder au site, l'inspection a parcouru le chemin emprunté par les véhicules entrants et sortants de la carrière. Un panneau indique correctement les interdictions et tout le chemin d'accès est bitumé sur une largeur suffisante. La chaussée est en bon état.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Broyage-concassage de déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 14/04/2026, article R. 511-9, Annexe (4)

**Thème(s) :** Situation administrative, Nomenclature

**Prescription contrôlée :**

Nomenclature des installations classées :

N°	Désignation de la rubrique	Régime
2515	<p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2</p> <p>·</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>(...)</p> <p>b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	D

**Constats :**

Sur place, l'inspection constate la présence d'un scalpeur à l'arrêt. L'exploitant indique qu'il a acquis cette machine en vue de développer une activité de récupération de déchets inertes et qu'il prévoit de déclarer cette activité au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des ICPE. L'inspection constate que l'engin a une puissance de 100 kW, ce qui est cohérent avec le régime de la déclaration pour la rubrique 2515.

**Type de suites proposées :** Sans suite